

FORUM SUR LA VILLE D'ORAN

Présent et futur : défis et enjeux

«Oran, métropole méditerranéenne», rêve ou vision imaginaire ? Quel avenir pour Oran dans vingt ans ? Des questionnements qui ont constitué le thème d'un forum organisé ce jeudi soir, au niveau de l'hôtel Liberté.

Amel Bentolba - Oran (Le Soir) - Organisée sous le patronage du wali d'Oran, l'Assemblée populaire de wilaya (APW) et le Quotidien d'Oran, la rencontre a vu la participation de deux ministres, Hamid Grine, ministre de la Communication et Abdelkader Khomri, ministre de la Jeunesse.

La rencontre a vu également la participation des membres de l'exécutif de wilaya, les P/APC, les chefs des daïra de la wilaya d'Oran, d'anciens ministres, des universitaires, des professeurs de médecine, des sénateurs et députés, des notables d'Oran, ainsi que des promoteurs et des industriels et d'autres opérateurs économiques.

Ainsi, une personnalité n'est pas passée inaperçue et s'est vu saluer durant toute la soirée, il s'agit de l'ancien ministre de l'Intérieur, Yazid Zerhouni. Sitôt le sujet de la rencontre abordé, le wali d'Oran s'est montré objectif et réaliste «ne rentrons pas dans le rêve imaginaire : Oran métropole ? Il faut parler de ses points faibles. Plus de 4 200 familles résident dans les secteurs urbains recensés vieux bâtis et classés zone rouge par le CTC. Seuls 1 100 ont été relogées. Le dispositif de relogement est aujourd'hui suivi par un autre dispositif celui de la démolition de ces vieux bâtis. Ceci est loin d'être une mince affaire. Il faut avoir le souffle long et un suivi rigoureux».

Pour le premier responsable de la wilaya, Oran est ceinturée par l'habitat précaire, «si on ne regarde que du côté de l'hôtel Royal ou du Méridien... on ne verra pas la réalité en face.»

De l'espoir il y en a, dira M. Zaâlane, à travers les projets structurants. S'en sont suivies d'autres interventions d'experts qui ont abordé des questions en relation avec l'habitat, l'aménagement urbain, l'histoire d'Oran, entre autres.

Intervenant dans ce cadre, le ministre de la Jeunesse estime que la reconstruction d'un tissu social, d'une ville, une métropole, une pensée, une réflexion, est progressif. «Cette assemblée est un signal fort d'une reconstruction, celle qu'on peut appeler des élites, car on ne peut avoir ni ville, ni métropole sans les élites. C'est une reconstruction d'une classe moyenne. On peut mettre tous les moyens de la norme : budget, bureaux

d'étude... Mais si tout cela n'est pas guidé par une pensée, une culture, un projet de société, on ne peut pas s'en sortir», dit-il. Pour sa part, le ministre de la Communication a choisi de laisser de côté dit-il les projets concernant la presse, il ne fait qu'en parler ces jours-ci, dit-il et choisit d'aborder à l'oc-

casion de ce forum ce qu'il appelle «l'architecture humaine», en parlant d'Oran à travers ses hommes.

Pour Nabil Louhibi, membre de l'APW et l'un des principaux organisateurs de ce forum, il s'agit là de l'amorce d'une série de rencontres pour discuter de l'avenir d'Oran et pas seule-

ment, les débats menés par des experts dans différents secteurs permettront de mieux penser l'avenir de la wilaya d'Oran». Un secrétariat technique a été créé pour formuler des recommandations de cette rencontre et des idées qui peuvent être concrétisées.

A. B.

DÉMANTÈLEMENT D'UN RÉSEAU INTERNATIONAL DE TRAFIC DE DROGUE

Saisie de 28 quintaux de kif traité et arrestation d'un baron de la drogue

Lors d'une opération minutieuse menée par la brigade des stupéfiants de la Sûreté de wilaya d'Oran, il a été procédé au démantèlement d'un réseau international de trafic de drogue, qui activait à partir de l'axe frontalier ouest en passant par le lieu de stockage de la marchandise prohibée au niveau de la ville d'Oran et de là, les quantités de drogue étaient acheminées vers le sud du pays ainsi que les wilayas

de l'est. Pas moins de 28 quintaux de kif traité ont été saisis dans l'habitation de l'un des 8 individus, âgés entre 28 et 50 ans, arrêtés lors de cette opération, au niveau de la localité de Chtaïbo (Oran). Cela a permis de mettre la main sur un «baron» recherché. Six voitures et trois camions, qui servaient probablement à transporter la marchandise en question, ont été également saisis.

A. B.

MOSTAGANEM

Un quadragénaire accusé d'attentat à la pudeur sur trois fillettes de 6, 9 et 11 ans

Les attentats à la pudeur contre des enfants ont pris des proportions alarmantes dans notre société où le nombre important des affaires jugées par le tribunal criminel de Mostaganem est révélateur sur l'ampleur de ce phénomène.

Ce jeudi 17 juillet 2014, le magistrat instructeur près le tribunal de Mostaganem a ordonné la mise sous mandat de dépôt d'un individu coupable d'attentat à la pudeur sur mineures de moins de 13 ans. C'est donc la stupéfaction dans la ville où tout le monde en parle et plus particulièrement à la cité universitaire des 2 200 lits où résident les familles de ces trois fillettes âgées de 6, 9 et 11 ans qui

auraient vécu les plus vils attouchements sexuels. En cause, un dangereux pédophile de 47 ans répondant aux initiales de T. M. travaillant en qualité de cuisinier au réfectoire de la cité universitaire des 2 200 lits qui est l'auteur de ces faits qui se sont déroulés à une semaine du début du mois de Ramadhan. Le mis en cause a été interpellé dans la soirée de mardi dernier et arrêté suite à des plaintes dépo-

sées par les parents auprès de la 6^e Sûreté urbaine. Comment agissait-il ? Il repérait ses proies à la cité universitaire et les attirait avec des friandises et autres gadgets et c'est généralement dans son domicile de fonction qu'il emmenait les fillettes pour assouvir sa libido et il s'assurait du silence de ses victimes en les menaçant de les tuer au cas où elles répétaient ce qu'elles ont supporté. Important élément à sa décharge, l'examen du médecin légiste n'ayant pas révélé de traces de violence ou de rapport sexuel sera vraisemblablement l'argument de taille sur lequel la défense se basera pour plai-

der l'innocence de ce présumé pédophile. Il reste plausible, nous a confirmé un des parents des victimes, que d'éventuels cas similaires sont peut-être dissimulés par les parents qui renoncent à déposer plainte contre ce prédateur sexuel par crainte de «que diront les gens» ? Plusieurs questions s'imposent : pourquoi de tels crimes ignobles deviennent un phénomène de société chez nous et plus particulièrement à Mostaganem ? Il n'y a qu'à énumérer le nombre constant d'attentats à la pudeur jugés à chaque session du tribunal criminel.

A. B.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION À AÏN-TÉMOUCHENT

Les citoyens de Chentouf interpellent les responsables concernés

C'est à la suite d'un accident de la circulation routière qui s'est produit dans la nuit de jeudi à vendredi, après la prière de Tarawih, lorsque un véhicule de marque Kangoo s'est renversé à quelque 3 km de l'entrée nord de la ville de Chentouf, où fort heureusement les quatre passagers du véhicule s'en étaient sortis avec des blessures légères, que les citoyens de cette localité, située à environ 15 km du chef-lieu de wilaya, sont

montés au créneau pour dénoncer le silence des autorités locales sur cette route considérée comme un point noir et sur laquelle plusieurs accidents se sont déroulés.

Ledit accident a provoqué la colère des citoyens de cette localité en raison de l'état de la route nationale N°101, reliant Aïn-Témouchent à sa voisine Sidi-Bel-Abbès, qui traverse la ville elle-même, en plus de l'absence de marquage de

ligne. Cet accident est le troisième du genre affirmement les citoyens en un laps de temps, raison pour laquelle les citoyens de cette localité ont interpellé les responsables concernés de la nécessité de poser des ralentisseurs sur ce tronçon de la route nationale N°101 qui traverse la ville et où des véhicules toutes catégories de poids confondues y roulent à vive allure.

S. B.

Protestation des citoyens de Aïn-Kihel pour les logements ruraux

Des dizaines de citoyens de la commune de Aïn-Kihel ont dénoncé la liste de 100 logements ruraux dont a bénéficié leur commune et ont exigé des autorités locales d'annuler cette liste du fait que plusieurs bénéficiaires ne méritent pas d'y figurer.

Dans une pétition signée par plus d'une trentaine de citoyens, ces derniers affirment que les bénéficiaires

de ces logements ruraux ne sont que des agents de l'APC et certains fonctionnaires de Sonatrach ainsi que

certaines personnes qui n'habitent même pas la ville de Aïn-Kihel.

Les citoyens crient leur désappointement devant cette liste qui n'a pas répondu à l'attente des dizaines de familles qui vivent dans l'exiguïté et dans des conditions lamentables alors qu'elles n'ont pas été choisies

parmi les bénéficiaires, raison pour laquelle ils interpellent les autorités et le chef de daïra pour revoir cette liste et prendre en compte les critères de distribution au profit des personnes qui sont vraiment dans le besoin.

S. B.

TLEMCEN

Retrait du permis de conduire, un autre calvaire

Les automobilistes qui se voient retirer leur permis de conduire hors de leur wilaya ne savent plus à qui s'adresser pour savoir où se trouve leur permis de conduire. Avec la nouvelle directive en vigueur depuis le 25 mai 2014, relative au retrait de ce document, hors wilaya, des citoyens interpellent le ministre de l'Intérieur sur cette situation qui les pénalise davantage. Certains vivent un véritable calvaire, ils attendent depuis plus 40 jours l'arrivée de leur permis de conduire à leur lieu de résidence.

C'est le cas d'un citoyen de Tlemcen qui s'est vu retirer son permis le 11 juin à Sidi-Bel-Abbès et qui attend toujours.

M. Zenasni